

La gauche argentine dans son labyrinthe

mardi 15 janvier 2008, par [SANMARTINO Jorge](#) (Date de rédaction antérieure : novembre 2007).

Sommaire

- [Causes et conséquences](#)
- [Théorie et politique](#)
- [Un gouvernement faible ?](#)
- [Alternatives](#)

Le pourcentage de votes obtenu par la gauche a continué à diminuer, témoignant d'un reflux des positions conquises au faîte de la crise nationale qu'a traversé l'Argentine au cours de l'année 2001. Par exemple, dans l'élection des députés nationaux à la province de Buenos Aires, le pourcentage de la gauche est passé de 13,73 % en 2001 à 5,76 % au cours de la récente élection. En ne comptant que les groupes trotskistes et le Parti communiste (en soustrayant la moitié des votes correspondant au front que celui-ci formait avec le Parti humaniste), la baisse est encore plus prononcée : elle va de 9,09 % à 3,18 %.

Il en va de même pour les élections dans la ville de Buenos Aires, avec cependant les particularités d'un district où se sont présentées des listes de gauche non traditionnelles. En 2001, la gauche, avec notamment l'apport de Autodeterminacion y Libertad de Luis Zamora (qui avait eu 10,13 % des voix) et de Izquierda Unida (qui en avait obtenu 7,07 %), la gauche dans son ensemble avait atteint 27,07 % des voix. Elle en a récolté aujourd'hui 11,52 % dont 7,27 % pour le Proyecto Sur du cinéaste Fernando « Pino » Solanas.

Si l'on ne mesure que les chiffres de la gauche trotskiste et communiste de la capitale, ils se maintiennent en l'état, augmentant de 30 dixièmes, bien qu'avec l'apport des nouvelles listes trotskistes (Convergencia socialista et LSR), sans lesquelles le vote de la gauche traditionnelle aurait suivi son cours descendant. Il faut remarquer, cependant, que la baisse est plus prononcée si on prend en compte les élections législatives de juin, où le MST-Nueva Izquierda avait obtenu 4 % des voix et était parvenu à placer Patricia Walsh au parlement.

Dans la capitale s'est exprimé un vote en faveur de la gauche non partisane et de Pino Solanas, de profil nationaliste et populaire plus que de gauche. Cependant, Solanas n'a pas obtenu le vote péroniste classique qu'il convoitait. Il a attiré une portion de celui de la gauche indépendante de la ville, dont une partie avait donné son appui à Zamora en 2001.

Les mauvais résultats de la gauche révolutionnaire se confirment plus ou moins partout dans le pays, avec des baisses brutales comme à Santa Cruz et Salta, où le Parti ouvrier (PO) a perdu ses positions. Le PO est passé de 8,8 % en 2005 à 1,79 % aujourd'hui à Santa Cruz, et de 10,8 % à 2,7 % à Salta.

Au niveau de la présidentielle, les résultats sont encore plus mauvais. Dans son ensemble, la gauche atteint 4,1 %, ce qui représente une augmentation de 3,25 % par rapport aux présidentielles de 2003, car à l'époque Zamora, le PTS et le MAS (et d'autres groupes plus petits) n'avaient pas présenté de candidats à la présidentielle et avaient appelé à voter blanc ou à s'abstenir.

Causes et conséquences

Nous sommes en présence d'une corrélation complexe entre le vote populaire et la situation politique.

La réélection du kirchnerisme pour un nouveau mandat présidentiel a atteint 44,9 % des votes, un chiffre similaire à celui obtenu par Carlos Menem lors de sa réélection en 1995. A cette date, la gauche était réduite à son expression minimale, résultat du recul ample et profond des classes populaires, et des défaites politiques subies par la classe ouvrière face aux politiques néolibérales de privatisation et de rationalisation productive. Les candidatures présentées par la gauche ne faisaient à l'époque que témoigner de sa volonté de résister dans un contexte marqué par l'adversité.

Les pourcentages de votes actuels, sans en arriver aux abîmes atteints lors des années 1990, s'approchent cependant dangereusement de cette élection. A la différence de cette époque, où la gauche naviguait à contre-courant, la baisse actuelle des votes en sa faveur a lieu dans une période où, bien que le cycle de « l'Argentinazo » se soit achevé par l'arrivée au pouvoir de Kirchner, la corrélation des forces sociales s'est modifiée favorablement. Cela signifie-t-il que la gauche perd lorsque le cycle politique est favorable ? Aucune analyse simple ne peut nous aider à démêler ce nœud.

En bon parti de l'ordre, le gouvernement Kirchner est parvenu à normaliser la situation non par l'entremise du choc avec le mouvement populaire, mais par l'assimilation et l'absorption de ses objectifs, de son imaginaire et de ses aspirations. Qu'il ait réalisé cela au bénéfice de la classe capitaliste, en faveur de la normalisation institutionnelle et de la recomposition du cycle des affaires n'enlève rien à la fonction politico-idéologique qu'exerce la nouvelle administration, aujourd'hui à nouveau légitimée. Cette opération pourrait être considérée comme une variante de la réalisation à sa manière et par en haut des revendications accumulées par en bas au cours d'une longue période de résistance. L'effet de ce mécanisme a été de faire revenir de la rue au palais le centre de la vie publique, avec la démobilisation des détachements les plus avancés de la période antérieure. L'effet en question n'a pas seulement été rhétorique, il a été accompagné par une croissance sans précédents de l'économie nationale de quasi 50 % du PIB en cinq ans. Dans la mesure où l'emploi a augmenté et le chômage diminué, l'effet de la démobilisation est encore plus grand pour une population qui, depuis la récession de 1998, avait tout perdu. Ces revendications furent modestes pour une économie vigoureuse et un stimulant faible de la consommation populaire.

Le phénomène de la cooptation politique d'organisations de « piqueteros » et des droits de l'homme, sur lequel la presse de gauche ne manque jamais d'insister, trouve son origine dans cette expropriation politique qui, sur des thèmes comme les droits de l'homme, a repris à son compte des revendications historiques de la gauche.

Théorie et politique

Une proportion importante de la gauche révolutionnaire croit que la diminution du pourcentage de vote était inévitable. Il s'agirait, dans cette perspective, d'un éloignement du vote populaire par rapport aux options de gauche. Un raisonnement de cet ordre considère qu'il était suffisant de « planter le drapeau », ou de « défendre l'indépendance de classe » (PO, Frente de Izquierda). Il s'agit d'une célébration de la marginalité, en somme.

Ce raisonnement comprend la politique comme l'administration d'une parcelle idéologique et organisationnelle inamovible. Ainsi, il s'agirait d'attendre un rapprochement des masses, un

mouvement de l'opinion publique vers la gauche révolutionnaire, plutôt que s'adonner à l'art politique de conquérir, dans des circonstances concrètes, une audience et une influence en fonction des changements de circonstances. Ceci implique que le déplacement et l'art du mouvement politique soit accompli par celui qui aspire à cristalliser une volonté collective désagrégée. En définitive, c'est la politique qui réalise ce mouvement, non le social livré à lui-même.

Un autre secteur de la gauche, en particulier le MST-Nueva Izquierda, s'est arrêté à mi-chemin dans son intention de présenter un projet de rénovation politique. Il est vrai que celui-ci a été rendu difficile par le surgissement de nouveaux compétiteurs dans l'espace politique capitalisé, dans la ville de Buenos Aires, par la figure de Patricia Walsh au cours des dernières élections législatives. Il faudra rediscuter son orientation de court et de moyen terme.

La rhétorique programmatique peut tomber dans le vide, comme ce fut le cas lors des dernières élections, si elle n'a pas la capacité d'établir une syntonie, sans interlocuteur, sans être à même d'interpeller les masses populaires avec leurs aspirations et leurs idéologies.

La gauche s'est isolée encore plus qu'au cours de la période précédant les élections. Et elle a été isolée non de la fête ménémiste comme dans les années 1990, mais des illusions et succès du néo-développementalisme et de la rhétorique nationale et populaire.

Une portion considérable du vote « officialiste » (et une minorité du vote en faveur d'Elisa Carrio) partage avec le discours de la gauche une base commune, sur laquelle s'est édifié un nouveau consensus après la crise. Ce consensus se caractérise par un profond rejet du FMI, une méfiance, sinon une hostilité ouverte, envers les entreprises privées, une défense des droits démocratiques et même l'exigence de leur élargissement dans tous les milieux de la société, y inclus les syndicats, une volonté que les richesses produites soient redistribuées à ceux qui ne disposent pas d'emplois, qui sont pauvres ou indigents, et une demande croissante en faveur de la récupération des ressources naturelles, du pétrole et du gaz aujourd'hui aux mains de Repsol et des entreprises pétrolières et minières.

Que la gauche n'ait pas pu dénoncer le caractère modéré de ces revendications telles qu'elles étaient exprimées dans les partis qui représentent le système, surtout au sein de l'« officialisme », implique une responsabilité politique de sa part, et ne constitue pas seulement un fait statistique. La politique doit retrouver au sein de la gauche le rang qu'elle a perdu au bénéfice du fatalisme et de l'idéologie de l'inévitable. Ou devons-nous en conclure que les masses, après l'Argentinazo, sont irrémédiablement perdues pour elle ?

Un gouvernement faible ?

Dans l'arsenal des arguments qui soutiennent l'idéologie du fatalisme, il y a celui selon lequel la base sociale du gouvernement serait faible (il a atteint 33 % de l'électorat). Il s'agirait, dans cette perspective, d'attendre que les masses déchantent pour que s'ouvrent de nouvelles possibilités politiques. Cette idée a également été soutenue par les partis ayant appelé à voter blanc — autonomes et anarchistes de divers type — pour qui les 28 % d'abstentionnisme représentent un rejet, si ce n'est une rupture pure et simple, avec le régime bourgeois.

Mais en l'absence d'une mobilisation politique sérieuse, l'absentéisme ne représente rien, du moins comme facteur politique progressif. Il pourrait certes être comptabilisé comme base sociale de l'idéologie de l'efficacité, du gouvernement des experts et du rejet de la politique, votes que Mauricio Macri n'a pas manqué d'attirer au moment des élections législatives de juin. A la différence d'octobre 2001, quand le vote blanc et l'abstentionnisme anticipaient sur la chute de De la Rúa (et

coïncidaient avec de très bons scores électoraux de la gauche), aujourd'hui, ce vote, au moins majoritairement, ne peut être comptabilisé — à moins de se faire des illusions — comme un mouvement anti-système.

Le solide appui qu'a reçu de Kirshner Cristina Fernandez ne réside pas uniquement dans l'écrasant 45 % des voix qu'elle a obtenu. Il consiste également dans le fait qu'elle a reçu le double des voix de la seconde, Elisa Carrio, qui a atteint les 23 % grâce à sa campagne pour le « vote utile » en sa faveur. Les forces de gauche ne devraient pas se complaire dans l'hypothèse d'une illusoire faiblesse du gouvernement. Elles devraient se poser à nouveau la question de la nature de la stratégie politique à développer dans la période à venir.

yndicalisme et politique

Le gouvernement a fait de très bonnes performances électorales, y compris là où la mobilisation populaire a été la plus grande, comme dans la province de Santa Cruz, où les enseignants avait réalisé récemment des manifestations, des grèves et des mouvements de protestation importants. La gauche y a reculé de manière retentissante, en ne parvenant pas à canaliser le sentiment d'opposition au gouvernement. Ce sentiment ne s'est pas non plus cristallisé autour de l'abstention ou du vote blanc. Il l'a été par un recours en faveur de la vieille et usée Union civique radicale (UCR) et de sa coalition Cambiemos para crecer.

A Santa Cruz, l'« officialisme » a atteint 67 % des voix, alors que dans les élections législatives d'il y a deux ans, il avait atteint 50,74 %. Le gouvernement a aussi gagné à Gualaguaychu, où se déroule actuellement l'une des mobilisations écologistes les plus créatives, vigoureuses et démocratiques des dernières années. L'appel postélectoral de nombreux courants de la gauche à « continuer à appuyer les luttes » ne constitue pas une stratégie politique, mais une résignation économiciste, qui continue à croire, comme ce fut le cas à Santa Cruz, que les luttes syndicales se transforment d'elles-mêmes en projets politiques.

La gauche est aujourd'hui dépourvue de l'argument qu'elle a toujours utilisé, à savoir celui du vote utile. Au cours des élections présidentielles, la polarisation a toujours joué, dit cet argument, contre la « libre conscience » de l'électeur, qui était poussé à voter pour le « moindre mal ». Ce ne fut, de toute évidence, pas le cas pour cette élection où Cristina Kirchner a emporté la mise très facilement.

Ce serait une perte de temps de s'interroger sur une hypothétique « usure du gouvernement », non seulement parce que cela ne s'est pas encore vérifié dans les amples majorités populaires, mais aussi parce que là où l'opposition au gouvernement à été importante, comme dans des secteurs importants des centres urbains, elle a été captée par la droite, alors qu'entre 2001 et 2003 elle l'était par la gauche (27,05 de l'électorat en 2001). C'est ce vote de défense des « institutions républicaines », classiquement anti-péroniste, de rejet de la bonne entente avec Hugo Chavez, celui qui s'est reflété dans la capitale fédérale, et a conduit Elisa Carrio à passer du centre-gauche au centre-droit, raison pour laquelle son parti et son bloc de députés est au bord de la rupture.

Alternatives

Le point de départ de l'action politique de la gauche doit être constitué par les aspirations qui l'unissent à de larges secteurs des classes laborieuses et au peuple. Elles ont déjà été énumérées : récupération des ressources naturelles, redistribution du revenu, rejet des privatisations, politique en faveur de l'emploi et des conditions de travail, politique extérieure indépendante, entre autres choses. Nous ne devons pas voir uniquement dans le vote populaire une grande illusion, un vote du peuple en faveur de ses propres bourreaux, mais aussi une défense de ces revendications, y compris

lorsque celles-ci ont été utilisées par le gouvernement par démagogie.

La gauche peut développer, depuis ce sens commun populaire, une stratégie pour radicaliser ces demandes et réclamer qu'elles soient réalisées de la manière dont elles furent exigées au moment de l'Argentinazo. Dans son propre développement, ce programme devra dépasser le compromis « développementaliste » pour intégrer des mesures de caractère clairement anticapitaliste et anti-impérialiste. Il délimite un nouveau champ d'opposition politique antigouvernemental, qui n'existe pas actuellement, mais qu'il est nécessaire de construire. Cette stratégie inclut notamment les problèmes du pétrole et des mines, du transport public, du droit à un toit, à un travail et à la santé.

Une stratégie de ce type devra s'installer dans les rues et dans la politique nationale et a besoin d'une impulsion aussi large que possible, incluant tous les secteurs sociaux et politiques qui se proposent d'affronter la structure d'accumulation actuelle, soutenue en large par le système intact de la période néolibérale. La nationalisation du pétrole et du gaz, des mines et la défense de l'environnement, entre autres, sont partie intégrante de l'agenda politique que les peuples ont impulsé par l'entremise de rébellions sur le continent. Celles-ci ne sont pas propriété exclusive de la gauche socialiste, bien que seul son programme puisse les réaliser de façon conséquente. La mobilisation politique, législative, dans les rues, culturelle, autrement dit sur tous les terrains, peut assurer une arène commune pour la relance d'une opposition de gauche au gouvernement de Cristina Kirchner. Celui-ci, avant même d'entrer en fonction, et sans que l'on connaisse sa composition, paraît plus favorable aux intérêts des grandes entreprises et des banques que le précédent.

P.-S.

* Paru dans Inprecor n° 532-533, nov.-déc. 2007.

* Jorge Sanmartino, est membre du collectif des Économistes de Gauche (EDI). Il anime le Courant « Praxis » au sein du MST-Nueva Izquierda (Mouvement socialiste des travailleurs - Nouvelle gauche), une des principales organisations de la gauche révolutionnaire argentine.